



## PROJET DE RAPPORT MORAL 2024

### **L'extrême-droite, une crainte majeure pour notre planète, pour la démocratie, les solidarités en France comme à l'international, les droits culturels, la création...**

Notre Assemblée générale se situe à un moment crucial, quelques jours avant le 1er tour des élections législatives. Nous ne pouvons ouvrir cette séance sans prendre la mesure de la situation politique qui risque d'amener l'extrême droite au pouvoir. Les conséquences pour les actions de solidarité, les démarches culturelles, la défense des droits humains, la perspective démocratique... que portent les associations citoyennes seraient inédites. Déjà, les élu.es de la droite extrême et de l'extrême droite agissent pour limiter les subventions, l'accès à des locaux, le droit de s'exprimer et de manifester. Dans cette pensée néolibérale, les associations citoyennes sont d'abord perçues comme des organisations politiques que l'État ou les collectivités ne doivent ni subventionner, ni soutenir. Leurs militant.es sont qualifié.es d'agitateurs gauchistes, de fanatiques et d'écoterroristes. L'arrivée d'une coalition d'extrême droite au pouvoir signifierait la mise en œuvre de politiques sociales méprisantes et excluant nombre de bénéficiaires. Le soutien à la création artistique ou aux réseaux d'Éducation populaire comme à la presse indépendante, serait largement conditionné voire supprimé comme c'est déjà le cas dans les villes et les régions dominées par la droite extrême. Les politiques du tout sécuritaire et du rejet de l'autre seraient priorisées contre celles du lien social, du vivre ensemble, de la solidarité et des droits culturels.

### **Notre capacité à porter un projet de société**

A l'opposé, les associations citoyennes, les réseaux associatifs défenseurs des droits humains, de l'éducation et des solidarités, au côté des syndicats et des partis progressistes unis, incarnent un autre projet de société. Ce moment politique grave intervient à l'heure où l'indispensable travail associatif vient d'être reconnu par la 3ème chambre de nos institutions. Dans un avis voté à l'unanimité (ce qui est remarquable) portant sur le financement des associations, le Comité Économique Social Environnemental « **estime essentiel de renforcer leur financement et leur indépendance et ainsi de faire vivre la démocratie dans toutes ses dimensions.** » Le CESE formule 20 préconisations dont l'abrogation du Contrat d'Engagement Républicain. Il replace la subvention comme financement structurant seul garant de l'indépendance et de l'efficacité du travail associatif. Il appelle à la création de nouveaux emplois d'utilité sociale et citoyenne et invite à la création d'un fonds national cogéré de mobilisation de la vie associative.

### **Un contexte de rassemblement des forces associatives**

Pour le CAC cet avis est un appui considérable pour l'ensemble de nos organisations. On voit bien comment ces 20 préconisations participent d'une société démocratique et solidaire. C'est ce qui se travaille dans nos rassemblements associatifs, comme à l'occasion de notre journée de printemps à la Césure ou au congrès de la CNFR (tous 2 en mai 2023), de l'UEMSS 2023 <sup>1</sup> à Bobigny, lors de *Pop'Mind* à Rennes avec l'UFISC et le CRID, au festival *Faire autrement* à Guise, au séminaire de Villarceaux avec le MES, à Poitiers lors de *Rencontres de l'Éducation populaire*<sup>2</sup>... Et lors des Universités d'été, séminaires et rencontres de tous nos réseaux tout au long de l'année. Les associations sont des actrices essentielles de la société de demain, une société de justice sociale, écologique, solidaire, féministe et démocratique.

<sup>1</sup> Université d'été des Mouvements Sociaux et des Solidarités (ATTAC CRID) en août 2023

<sup>2</sup> UFISC, fédération des acteurs de la Culture. CRID, coordination des acteurs de la Solidarité internationale. MES, Mouvement pour l'économie solidaire.

## **Rendre le collectif plus collectif**

Le CAC est ainsi investi dans une dizaine de chantiers inter-orga, comme le souligne notre rapport d'activité. Une trentaine de réseaux nationaux, autant de réseaux régionaux, une centaine d'associations locales et de personnes investies localement, adhèrent au Collectif. Chacun de ces espaces, sur l'ensemble du territoire, constitue un point d'appui essentiel au travail politique, celui d'agir pour la défense des libertés publiques et associatives, contrer la marchandisation et la financiarisation des associations, et construire les bifurcations écologique et démocratique nécessaires.

C'est pour cela qu'il nous a semblé indispensable de franchir un nouveau cap, à l'aube de nos 15 ans. Nous nous sommes lancé le défi de déconstruire nos modes d'organisation et de prise de décision, et donc agir sur notre organisation interne et notre propre fonctionnement démocratique. Le résultat de la première étape de ce travail, mené dans la cadre d'un dispositif local d'accompagnement (DLA) vous est présenté à l'occasion de cette Assemblée générale. Il doit amener chacun et chacune, chaque collectif, chaque association, à mieux comprendre la dynamique que nous portons nationalement pour rétablir l'Association dans sa dimension politique, comme base d'un processus démocratique et comme partenaire des collectivités territoriales.

## **Pérenniser intelligemment le CAC, des outils financiers et militants**

Ce second chantier nous amène à penser le cadre associatif et les collectifs dans lesquels nous nous retrouvons comme indissociables. Il s'agit de faire ensemble, d'agir et d'avoir les moyens humains et financiers de nos actions. Pour le CAC, pérenniser notre budget et maintenir nos 3 postes salariés ne peut se faire sans garantir les financements des réseaux et collectifs dans lesquels nous sommes, et donc trouver ensemble de nouveaux financements auprès de l'État, des Collectivités territoriales, et des fondations progressistes.

La seconde condition de ce travail en commun, c'est l'augmentation du pouvoir d'agir militant. C'est ainsi que nous nous inscrivons dans des démarches de formation militante ou de recherche-action impliquant universitaires et militant.es dans les analyses de terrain comme dans les productions. Se renforcer mutuellement est la condition absolue de nos futures victoires.

Notre AG se trouve donc dans ce moment historique où tout peut basculer. Regroupées, unies, les forces progressistes peuvent compter sur notre totale implication pour informer, faire prendre conscience et amener les personnes partout à aller voter.